Siradjouba, laboratoire de la gestion des frontières par le Mali

Siradjouba, a laboratory of Malian border management

Yves Béringue

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/ema/3994>

DOI : 10.4000/ema.3994

ISSN : 2090-7273

Éditeur

CEDEJ - Centre d'études et de documentation économiques juridiques et sociales

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2018

Pagination : 45-63

ISBN : 9782900956014

ISSN : 1110-5097

Référence électronique

Yves Béringue, « Siradjouba, laboratoire de la gestion des frontières par le Mali », *Égypte/Monde arabe* [En ligne], 18 | 2018, mis en ligne le 15 juin 2020, consulté le 07 juillet 2022. URL : <http://journals.openedition.org/ema/3994> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ema.3994>

YVES BÉRINGUE

SIRADJOUBA, LABORATOIRE DE LA GESTION DES FRONTIÈRES PAR LE MALI

RÉSUMÉ

Le village malien de Siradjouba se situe dans la région historique et culturelle du Wassoulou, à cheval sur le Mali et la Guinée, à environ 250 km au sud de Bamako, au cœur d'une région d'exploitation aurifère et d'orpaillage artisanal. Il a attiré mon attention par la récurrence de litiges l'opposant aux localités voisines de Guinée depuis un siècle. L'objectif ici est de confronter l'administration de cet espace frontalier périphérique aux politiques territoriales menées par le Mali depuis son indépendance. Deux périodes sont privilégiées : les années qui suivent l'indépendance du Mali, temps de construction nationale, et depuis 1995, quand le Mali conçoit et promeut le concept de « pays-frontières ».

Cet article propose d'examiner l'administration d'un espace frontalier malo-guinéen par la République du Mali depuis son indépendance. L'objectif est de mettre en miroir discours et politiques nationales menées par le Mali et pratiques spatiales observées dans un espace frontalier périphérique, le village de Siradjouba, situé dans la région culturelle du Wassoulou. Un focus sur un village « à la frontière », sur les bordures du territoire d'un État permet d'étudier les pratiques et les discours « d'en bas » et d'interroger la notion de marge, à la fois géographique, sociale et politique (Bennafla 2012 : 24). Associé dans l'imaginaire collectif à l'exclusion, le terme de marge est polysémique et flou, il renvoie étymologiquement à l'idée de bord, d'extrémité. D'un point de vue géographique, la notion de marge s'applique aux mêmes situations que celle de confins, laquelle souligne davantage l'idée de limite, d'une séparation entre espaces contigus, génératrice de contraintes spatiales (Giraut, Rochefort 2006). Comme celle de périphéries, la notion de marge implique le rapport à un centre, à un système englobant et son espace, mais le terme de périphéries suggère davantage un lien domination-dépendance, alors que celui de marge laisse au chercheur plus de souplesse, des espaces de liberté, des limites entre champs disciplinaires à transgresser, bref des marges à compléter (Raffestin 2016).

Le choix de Siradjouba est lié à la récurrence de litiges qui y explosent à chaque moment de crise traversé par le pays. C'était le cas dès la période coloniale, dans les années 1930, puis entre 1964 et 1969, et, de façon plus violente, entre 1996 et 2012. Les moments de tension ou de crise révèlent les rapports de pouvoir et les stratégies socio-économiques des communautés villageoises, des réalités sociales ancrées dans le temps long. Les marges sont intéressantes pour interpréter le système général auxquelles elles appartiennent, permettent d'interroger le système, ici le territoire d'État, et de comprendre ce qu'il ne parvient pas à résoudre, ce contre quoi il bute, le contrôle d'un territoire national (Prost 2004). L'analyse des interactions entre discours et action publique de l'État sur ce territoire et réalités locales permet de s'interroger sur ce que dit un espace marginal de l'ensemble malien en tant que territoire, et ce à deux périodes clés. J'examinerai en premier lieu les contradictions qui se nouent dans les années 1960, quand la 1^{re} République de Modibo Keita cherche à investir le territoire national et est confrontée aux premiers conflits frontaliers avec la Guinée de Sékou Touré. J'analyserai ensuite la récente multiplication des conflits à Siradjouba, témoignant d'un besoin de frontière exprimé par les populations, alors que le Mali traverse une crise majeure remettant en cause sa géographie.

Ma réflexion repose sur des sources coloniales, sur l'analyse de documents d'archives consultés à la Direction Nationale des Frontières à Bamako pour la période contemporaine, sur des articles de presse, pour certains en

ligne, et sur des entretiens menés à Siradjouba en octobre 2015. Les sources guinéennes sont plus lacunaires, faute d'un travail de terrain plus approfondi¹.

LE MALI INDÉPENDANT ET SON TERRITOIRE

Spécificités d'un territoire hérité

La République du Mali fut proclamée le 22 septembre 1960 et hérita du territoire du Soudan français, colonie de l'AOF. Le nouvel État est confronté à une situation géographique spécifique, c'est un pays charnière entre le Golfe de Guinée et l'Afrique du Nord, enclavé entre sept pays frontaliers. Il partage environ 7420 kilomètres de frontières avec ses voisins², dont l'originalité est d'être toutes héritées de choix effectués par la colonisation française ; les frontières inter-impériales, établies entre deux puissances coloniales européennes, l'ont été à la suite d'échanges diplomatiques et de l'envoi de missions de délimitation ; inversement les anciennes limites intra-impériales, entre colonies françaises, n'ont pas été l'objet de délimitations précises et laissent peu de traces dans les archives coloniales. Elles avaient comme objectif simple de constituer des entités spatiales gérables et non de futurs États.

Les deux États du Mali de la Guinée sont séparés aujourd'hui par une frontière de 858 kilomètres (Foucher 1991 : 640). Le seul texte officiel existant, la délimitation dite définitive du 12 janvier 1899³ concerne moins d'un tiers de la longueur totale de la frontière, rendu obsolète par la dislocation du Soudan français en décembre 1899, rattachant des cercles soudanais à la Guinée⁴. Ce segment est en outre précisé par un procès-verbal de 1906⁵ ;

1. Je remercie Moïse Sandouno, historien guinéen pour sa collaboration ; j'ai pu disposer des travaux menés par un administrateur de la préfecture de Mandiana qui a collecté les documents officiels sur cet espace de 1969 à 2007 et d'un mémoire de maîtrise de l'Université de Kankan portant sur les conflits frontaliers dans la région concernée.

2. Kilométrage adopté par la Direction Nationale des Frontières du Mali, dans une brochure rédigée en août 2000 et régulièrement actualisée, *Politique nationale des frontières*.

3. ANOM FM SG AOF/VII/dossier 5, arrêté du 12 janvier 1899 consacrant la délimitation définitive de la Guinée française avec le Sénégal et le Soudan français, Saint-Louis, Chaudié, gouverneur général de l'AOF.

4. ANS 18 G/2, décret du Président de la République réorganisant l'Afrique occidentale française du 18 octobre 1899. Il attribue à la Guinée française les cercles soudanais de Siguiri, Dinguiraye, Kouroussa, Kankan, Beyla et Kissidougou.

5. ANS 18 G/9 : procès-verbal et croquis de délimitation, Bœuf, commandant de cercle de Satadougou le 30 avril 1906 et Chaffaud, commandant de Dinguiray le 7 mai.

Figure 1 : Extrait de *Carte de la Guinée française*, feuille Kouroussa, Alexandre Meunier et al., 2^e édition, Paris. 1909, BnF, Cartes et plans - GE CC- 449). Les flèches indiquent le segment officiellement délimité.

d'ouest en est, il part du tripoint frontalier Sénégal-Guinée-Soudan et se termine au Bafing (**figure n° 1**).

Pour le reste, en l'absence de tout traité global entre Guinée et Soudan français après 1899, la frontière est constituée des limites des cercles « mises bout à bout » ; rares sont ceux qui ont fait l'objet de délimitations précises, que ce soit avant 1899 ou après ; les documents officiels se bornent pour la plupart à une liste de « cantons » faisant partie de tel ou tel cercle et les deux seuls arrêtés concernent le sud du cercle de Bamako, délimité en 1935 puis en 1956⁶. Pour les autres segments, les seules sources disponibles sont les tournées de recensement, des listes de villages et des croquis très schématiques. Les cartes topographiques réalisées par l'Institut Géographique National (IGN) avec une relative précision au lendemain de la Seconde Guerre mondiale peuvent être considérées comme la transcription des limites admises entre les deux autorités coloniales voisines, transmises aux opérateurs lors des travaux. Elles sont parfois le seul héritage de conventions locales tacites ou dont les textes ont été égarés mais n'avaient pas de légitimité officielle.

6. JO AOF du 1^{er} janvier 1935 : Arrêté 2728 A.P. du Gouverneur général p.i. portant délimitation des cercles de Bafoulabé, Bamako et Mopti (Soudan français), 27 novembre 1935, signé Boisson. Arrêté complétant l'AG de 1935 du 19 juin 1956, JO AOF du 30 juin 1956.

Le moment de l'accession à l'indépendance des nouveaux États transforme la limite intra-impériale en frontière nationale. Le Mali hérite d'un territoire aux délimitations incertaines, définies par des acteurs extérieurs selon des logiques exogènes (Béringue 2013).

Discours du Mali sur son territoire après l'indépendance

Trois axes peuvent être dégagés dans les discours officiels des leaders du Mali et de Guinée sur les territoires issus des indépendances. La « balkanisation » du continent africain par des frontières artificielles, créées par le colonisateur et séparant des peuples frères est régulièrement dénoncée. Le recours au passé commun des deux pays unis dans l'aire culturelle malinké est une constante vivace au lendemain des indépendances ; les deux nouveaux États entretiennent des relations privilégiées, fondées à la fois sur l'affirmation de liens séculaires et sur des convergences politiques nouvelles, liées à la camaraderie entre les deux leaders, Modibo Keita et Sékou Touré, tous deux fondateurs du Rassemblement Démocratique Africain, aux expériences socialistes menées et aux nombreux échanges entre les deux capitales. Les articles de presse dans *L'Essor* et *Horoya*, organes officiels du pouvoir, les discours des dirigeants mobilisent régulièrement le thème du découpage artificiel, avec des projets de fusion réitérés entre ce que Sékou Touré baptisa « les deux poumons d'un même corps », formule récurrente depuis dans les échanges entre les deux pays (Traore 2006).

Le Mali est alors un pays moteur de la promotion de l'unité africaine. Le panafricanisme est revendiqué et affirmé dans les Constitutions successives du Mali qui indiquent la possibilité d'abandon partiel ou total de sa souveraineté en vue de sa réalisation. L'histoire du Mali médiéval, l'héritage de l'empire des Keita sont alors mobilisés au service de ce discours, légitimant les efforts d'intégration régionale. Modibo Keita et le Mali ont promu la recherche de solutions fédérales au moment de l'indépendance avec l'éphémère Fédération du Mali en 1960 ; puis la volonté d'intégration s'est concrétisée avec la création de l'Union des États Africains en décembre 1960, le Mali rejoignant le Ghana et la Guinée, dans une organisation appelée à former un premier noyau de l'unité africaine, au sein du Groupe de Casablanca formé en 1961 (Benmessaoud 1989 : 52-59). Le président malien est aussi considéré comme le principal auteur du chapitre relatif à l'intangibilité des frontières coloniales adopté par l'OUA⁷. La résolution adoptée par

7. Modibo Keita : « il faut que nous prenions l'Afrique telle qu'elle est, il faut que nous renoncions aux prétentions territoriales... L'Unité africaine exige de chacun de nous le respect intégral de l'héritage que nous avons reçu du système colonial, c'est-à-dire le maintien des frontières actuelles de nos États respectifs. (Benmessaoud 1989 : 71).

l'Assemblée des chefs d'État et de Gouvernement au Caire en juillet 1964, engage à « respecter les frontières existantes au moment où ils (les États) ont accédé à l'indépendance nationale ». Le dirigeant malien a défendu le choix de la stabilité territoriale, comme préalable à l'unité (Benmessaoud 1989 : 71). Le discours unitaire panafricain se double alors de la volonté de construire la nation malienne.

La 1^{re} République a fortement contribué à l'émergence d'un sentiment national malien. Véhiculé par les médias, l'enseignement, les organisations de femmes et de jeunes, ce sentiment national repose sur des héritages historiques et surtout sur la valorisation d'une culture commune, capable d'unifier les populations. Modibo Keita puise largement dans l'histoire, établissant une continuité entre les grands empires médiévaux, les luttes anticolonialistes et le Mali contemporain (Baudais 2016 :149-152 ; Simonis 2013). Le territoire et ses frontières sont relativement absents de ce discours de construction nationale mais conduisent nécessairement à une volonté d'affirmation de l'État sur son territoire. La promotion politique d'une identité nationale malienne entre alors en résonance avec le vécu des populations sur la frontière.

SIRADJOUBA, LABORATOIRE DE L'ÉMERGENCE DU SENTIMENT NATIONAL

Aux confins du Mali

Le village de Siradjouba est situé aujourd'hui dans la région de Sikasso et le cercle de Yanfolila, au sein de la commune de Djallon-Foula. Il se situe à 250 km au sud de Bamako, à 71 km de Yanfolila, mais les pistes sont très difficiles⁸ et impraticables pendant la saison des pluies. Quatre villages sont contigus : Dalakan et Limbana en Guinée, Siradjouba et Kabaya au Mali.

Aucun texte officiel ne concerne la frontière, définie simplement par une ventilation des cercles entre les deux colonies, celui de Bougouni étant rattaché au Soudan Français alors que Siguiri et Kankan l'ont été à la Guinée. La délimitation de ces cercles est restée vague, les seules décisions sont l'attribution aux différentes administrations de structures politiques de petite taille, nommées cantons par les administrateurs⁹. Les deux administrations coloniales ont mené différentes discussions dans les années 1930 afin de préciser les limites de leurs territoires mais ces velléités n'ont abouti à aucun accord. Les deux feuilles établies par l'IGN, celle de Faraba publiée en 1949 et celle de Falama en 1950 permettent de visualiser une ligne frontière : un affluent

8. J'ai mis plus de 6h en véhicule tout-terrain pour l'atteindre à partir de Yanfolila.

9. ANM FA A9, décision n° 360, Kayes, le 22 août 1896, Lieutenant-Colonel Lamary, Lieutenant-Gouverneur p.i. du Soudan français. Croquis de délimitation entre les cercles de Siguiri, Bougouni et Kankan archivé en ANOM CP AF370.

Figure 2 : Croquis de situation des villages frontaliers. La ligne en pointillés est la frontière revendiquée par Siradjouba, en encadré la zone des placers litigieux.

du Niger, le Sankarani entre le cercle de Bougouni et celui de Siguiri ; puis une ligne avec le cercle de Kankan qui ne repose sur aucun texte officiel. Elle est vraisemblablement le résultat de discussions menées par les ingénieurs topographes de l'IGN et les administrateurs locaux, et non de conventions écrites (**figure n° 2**).

Siradjouba se situe dans un espace dévasté à la fin du ^{xix}^e siècle par les guerres de Samori et la conquête française¹⁰, le Wassoulou. C'est une région historique et une aire culturelle, à cheval sur le Mali, la Guinée et la Côte d'Ivoire correspondant au peuplement wassoulouké, formé par des migrations peul à partir du ^{xvii}^e siècle. Il était organisé au ^{xix}^e siècle en chefferies lignagères que les Français ont figées en cantons et qu'ils ont mobilisées pour

10. Samori Touré fut le fondateur d'un immense empire en Afrique occidentale, à partir de la fin des années 1860. Dès 1882, il se heurte à l'expansion coloniale française dans le bassin du Niger, à laquelle il ne cessa de résister jusqu'à sa capture en 1898.

délimiter les cercles. Siradjouba faisait ainsi partie du Djalon Foula et jouxtait le Djétoulou et le Diondougou (Person, Y. 1968 ; Amselle, J.-L. 1987). Cet espace est donc une marge frontalière, isolée à l'écart des centres administratifs, en bordure de la Guinée.

Un litige foncier dans les années 1960

Des tensions entre communautés sont mentionnées dans les archives du ministère de l'Intérieur du Mali à partir de mai 1964¹¹ et opposent Siradjouba aux villageois de Dalakan, accusés d'exploiter des terres sur le territoire malien et surtout de s'opposer à l'exploitation de terres par des Maliens, sans respecter la réglementation en vigueur au Mali. Le litige est récurrent et culmine en 1969, avec des affrontements violents qui font plusieurs morts.

Ce conflit foncier révèle d'abord la contradiction entre logiques nationales nouvelles et logiques coutumières de la propriété de la terre. Siradjouba instrumentalise le territoire national et les représentants des autorités maliennes pour remettre en cause les droits coutumiers des habitants de Dalakan. La pression foncière, accrue dans les années 1960 par la pression démographique, bouleverse les règles tacites qui avaient pu prévaloir jusqu'alors dans ce secteur et entraîne une modification des règles d'occupation de l'espace grâce à un usage stratégique et fonctionnaliste de l'identité nationale. Les différences de logiques spatiales entre populations frontalières et autorités sont illustrées par les discours tenus par les administrateurs maliens lors de rencontres locales :

Commandant cercle Yanfolila : « Nous ne pouvons pas absolument faire cas de la tradition. Nos deux États sont souverains et des frontières en fixent les limites. Ce que nous recherchons présentement c'est l'entente de nos populations. Nous désapprouvons ceux qui veulent créer des troubles et leur feront une chasse sans merci car l'Unité Africaine dont nos dirigeants ne cessent de parler doit être effective ».

Commandant région Sikasso : « En raison de la situation qui prévaut depuis l'accession de nos pays à l'Indépendance, il demande à tous d'abandonner la tradition en ce qui concerne la terre qui est la propriété des États et non des individus. Dire que la terre appartient aux ancêtres desquels on l'a héritée n'est plus de saison »¹².

Une temporalité nouvelle, volontariste s'oppose à une temporalité figée, obstacle, celle des ancêtres et des héritages. Ce discours de rupture est

11. Archives DNF, carton 2, dossier réunion de la commission mixte tenue à Kankan, point de la situation à la frontière guinéo-malienne au 8 février 1968, 4 p.

12. DNF, carton 4, dossier Siradiouba Niani, lettre n° 316 du 31 décembre 1969 du Gouverneur de Sikasso rendant compte de la mission effectuée le 20 décembre à Siradiouba et le 21 décembre à Niani, PV des séances, Bakar Bourcadri, pp. 5-6.

instrumentalisé par les habitants de Siradjouba au service de leurs revendications. Ils rejettent les usages agricoles traditionnels des populations guinéennes au nom de leur souveraineté territoriale.

Le litige de Siradjouba, ainsi que des conflits voisins¹³ déclenchent différents processus. L'État malien entreprend une enquête approfondie auprès de l'Institut Géographique National de Dakar puis de France afin de mieux connaître les limites de son territoire ; des enquêtes orales sont effectuées auprès de personnalités compétentes des régions frontalières et témoignent d'une volonté d'affirmation de l'État sur son territoire, avec des limites à défendre et des espaces à investir ; le pouvoir tente d'affirmer son droit sur des espaces mal déterminés. Les récits recueillis décrivent des limites précoloniales ou des usages administratifs français qui sont tous en faveur du territoire malien, par rapport aux revendications guinéennes ou aux cartes IGN¹⁴.

Le Mali et la Guinée mettent en place différentes procédures de médiation, de façon plutôt laborieuse, en raison d'une forte phase d'instabilité politique dans les deux pays¹⁵. Des délégations malienne et guinéenne, chargées de discuter des problèmes frontaliers entre les deux pays, se rencontrent à Kankan en octobre 1968, adoptant un certain nombre de principes de travail, avant une Conférence interministérielle guinéo-malienne, tenue à Kayes un an plus tard en octobre 1969, à l'origine de différentes recommandations, surtout des déclarations de principe et des promesses d'enquête pour identifier et matérialiser la frontière¹⁶. Des rencontres à l'échelle locale ont lieu ensuite pour une application des principes adoptés.

Si les rencontres à l'échelle nationale tentent de dépasser la question des frontières en mettant en valeur les liens et la fraternité entre les deux peuples, les rencontres à l'échelle locale sont plus tendues. La rencontre de Siradjouba le 20 décembre 1969 est organisée par les gouverneurs de région ; celui de Siguiri pour la Guinée pose le préalable de la définition de la frontière comme

13. En particulier plus au nord, à Niani et au sud, concernant le hameau de Satiguila.

14. Les témoignages maliens revendiquent comme limite méridionale avec la Guinée un affluent du Sankarani, le Bolozon, situé quelques kilomètres en amont de la limite IGN.

15. Le changement de régime au Mali et l'arrivée au pouvoir de Moussa Traoré le 19 novembre 1968 entraînent un refroidissement des liens avec la Guinée.

16. Archives DNF, rapport de mission de la délégation malienne en République de Guinée (Kankan) du 27/10 au 29/10, chargée de discuter des problèmes frontaliers entre les deux pays. Signée du chef de la délégation, Elhadj Oumar Ly, et de Adama Maiga, secrétaire.

Recommandations adoptées à Kankan, signées le 28 octobre 1968 par Elhadj Oumar Ly, chef de la délégation malienne et Kaba Manady, chef de la délégation guinéenne, 4 p. Recommandations adoptées à Kayes, le 25 octobre 1969, signé Barry Sory pour la Guinée et Capitaine Charles Samba Sissoko pour le Mali, 4 p.

base des négociations, alors que la conférence de Kayes avait préconisé l'examen des litiges, sans mandat pour discuter de délimitations :

Je voudrais savoir si les champs en question sont situés en République de Guinée ou en République du Mali. [...] Il faut situer exactement la frontière, [...] si vous avez une carte de la zone, elle nous fixera.

Le procès-verbal de la rencontre témoigne d'une nette crispation des débats, avant que le Gouverneur de Guinée ne recule et que la réunion ne s'achève sur une décision consensuelle :

Les ressortissants guinéens ou maliens qui désireraient exploiter des terrains de culture dans l'un ou l'autre des États devront obligatoirement en faire la demande auprès des autorités compétentes.

Ceux qui exploitent déjà des terrains soit en République de Guinée, soit en République du Mali, continueront à bénéficier des droits acquis sous réserve de l'observation des lois et règlements en vigueur dans l'État concerné sans que cela entraîne la propriété des dites terres étant entendu que ces domaines appartiennent aux États respectifs¹⁷.

Dans les années 1960, alors que Mali et Guinée s'affirment comme « les deux poumons d'un même corps », on peut observer dans les villages frontaliers, à la fois une continuité dans le vivre ensemble mais aussi de fortes tensions qui connaissent une nette inflexion dans les discours et les symboles mobilisés, signes potentiels de l'appropriation de nouveaux enjeux territoriaux et d'identités nationales. Les acteurs politiques locaux des villages maliens convoquent dans leurs récits la frontière, norme spatiale nouvelle d'un État indépendant, pour fonder leurs revendications foncières. Conformément aux analyses de Peter Sahlins, on observe que la nation peut s'affirmer à partir de la frontière, des marges du territoire et déclenche ainsi l'intervention des institutions étatiques pour que les États s'engagent et précisent leurs frontières car ce sont bien les imprécisions des limites qui sont sources de différends (Sahlins 1989 : 9).

LE MALI CONTEMPORAIN ET SON TERRITOIRE

Violences autour des enjeux miniers

La zone litigieuse devient le placer de N'Gouéla, un important gisement aurifère, considérée par la Guinée comme une aire de culture de son village

17. DNF, carton 4, dossier Siradiouba Niani, *op. cit.*

de Dalakan, par le Mali comme partie intégrante de son territoire. Le problème se pose dès 1986, afin de définir quelles autorités coutumières doivent gérer les puits de mines. Un consensus est adopté, la question de la territorialité du placer est occultée, mais l'usage des placers est confié aux autorités coutumières de Siradjouba, à l'origine de l'exploitation (Keita A.C. 2009 : 33). Le conflit ressurgit en 1995 car l'afflux d'orpailleurs rompt l'équilibre entre activités agricoles et recherche de l'or. Les hameaux de culture de Dalakan sont détruits le 27 août par des orpailleurs maliens, à quoi répond une expédition guinéenne de représailles, le 30 août. Les tensions se poursuivent tout au long de l'année 1996, le quotidien malien *L'Essor* dénombre deux morts maliens et treize victimes guinéennes¹⁸. Elles s'aggravent en 2006-2007 avec une succession d'agressions et de vengeance, d'embuscades et de représailles. Le bilan humain s'élève à au moins une vingtaine de morts. De nouvelles menaces entretiennent ce climat d'insécurité en 2012.

Ces litiges témoignent d'un contexte nouveau. Sur le plan économique et social, la zone frontière est de plus en plus connectée à de nouvelles logiques, celles de la globalisation ; la hausse des cours des minerais a entraîné une recrudescence de l'orpaillage, des mobilités croissantes avec l'irruption d'acteurs nouveaux dans la région, d'une population flottante de commerçants ; trafics et flux illicites sont un mode d'insertion dans l'économie mondiale et contribuent à un processus de déstructuration de régions qui demeurent marginales mais subissent des mutations accélérées (Gratz 2004 ; Panella : 2012).

Sur le plan politique, l'escalade de violence en 1995-1996 s'inscrit dans le nouveau contexte de décentralisation ; la collectivité devient le lieu privilégié de la confrontation entre différents systèmes de pouvoirs, l'État malien, les élus locaux, les pouvoirs « traditionnels ». Des logiques spatiales divergentes se développent avec « le retour du pouvoir à la maison » et entraînent une tension accrue entre le noyau central et les espaces locaux, mettant à mal une unité nationale fragile. Des conflits locaux sont instrumentalisés au profit de logiques électorales et clientélistes (Lima 2013). Suite aux incidents de 1995-1996, les différentes rencontres entre autorités, une mission mixte de sensibilisation menée auprès des populations et notables des villages n'ont pu déboucher sur un consensus pour une exploitation commune ; cet échec peut être en partie imputé au contexte électoral malien et aux surenchères politiques de notables locaux.

Enfin, sur le plan culturel, les conditions de circulation de l'information ont évolué ; le développement d'une presse plurielle, des technologies numériques et des réseaux sociaux favorise la circulation des rumeurs, des fausses nouvelles, des alertes et entretient un climat de violence et de suspicion.

18. Maliweb, article de *L'Essor* du 29 janvier 2008, S. Konaté, envoyé spécial, « Siradjouba, la fin de la guerre de 40 ans », <http://www.maliweb.net/category.php?NID=26645>, consulté le 9 avril 2017.

Les témoignages recueillis par les enquêtes officielles et la presse mobilisent un vocabulaire de guerre. Les témoignages en Guinée évoquent des guérilleros, des mercenaires parfois venus du nord et engagés par Siradjouba (Camara, Kaba 2009 : 26-27). En 2007, ce sont plus de 300 « assaillants guinéens » qui sont décrits par la presse malienne¹⁹. La frontière entre acteurs privés et acteurs officiels est mince et entraîne la suspicion sur le rôle des forces armées officielles ; les témoignages maliens imputent l'attaque de Siradjouba le 30 août 1995 à « des agents guinéens en tenue ». Inversement, les destructions de champs guinéens en 1996 seraient le fait de fonctionnaires maliens, soutenus par des militaires (Keita A.C. 2009 : 62-65). Certaines formes de violence sont paroxystiques ; des récits d'enfants mutilés, de sévices infligés ou de pratiques magiques circulent en août 2007. Des haines anciennes sont mobilisées et la violence devient un moyen de tracer une ligne de partage nette entre deux identités autrefois mêlées (Appadurai 2009 :130). L'insécurité d'État se mêle aux incertitudes sociales et aux incertitudes spatiales, elles se nourrissent les unes les autres.

Malgré la contemporanéité des enjeux à l'œuvre dans ces litiges, les tensions entre les communautés s'inscrivent cependant dans le temps long et posent le débat sur les origines des villages (**figure n° 3**).

Le débat sur les origines des villages

Mr Drissa Sangaré, directeur des frontières du Mali en 2015 m'expliquait que la recrudescence des heurts était en partie liée à la disparition des acteurs politiques locaux des années 1960, de la mémoire d'arrangements transfrontaliers anciens²⁰, rendant urgente la matérialisation de la frontière. Le litige de Siradjouba me semble à la fois confirmer et contredire cette affirmation. La méconnaissance du passé ou son occultation semblent nettes dans les documents guinéens collectés²¹. Siradjouba est considéré comme une extension

19. Maliweb, *op. cit.*

20. Entretien du 29 janvier 2015, Bamako. Mr Sangaré dirige la Direction Nationale des Frontières, créée en 1999, un service central rattaché au Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales.

21. Camara, S.D., Kaba, K. : récit p. 19 de la fondation de Siradjouba par Karifala Diakité, village issu de Limbana. Interview de Karamoko Kouyate sur les plaines de N'Gueyla, « guinéennes bien avant Samori ». Keita, A.C. 2009 : 56, un rapport présenté par le gouvernorat de Kankan lors de la rencontre de concertation avec les autorités maliennes en 1996 indique : « Il convient de rappeler que les habitants de Siradiouba sont originaires de Limbana. Pour des raisons de terres de cultures, la chefferie traditionnelle de Limbana leur a concédé une partie de leurs terres derrière le fleuve Sankarani [...]. Siradiouba, localité villageoise nouvellement constituée a continué à payer l'impôt à la Guinée jusque quelque temps après l'indépendance. »

Figure 3 : La frontière Mali-Guinée, rives du Sankarani, vue de Siradjouba, octobre 2015

récente du village guinéen de Limbana ; ses habitants en seraient originaires et auraient continué à payer leur impôt à la Guinée jusque quelque temps après l'indépendance en 1958.

Les archives coloniales et les travaux des historiens dans la région énoncent un autre récit. La première mention du village de « Siradiouba dans le Dialon Foulah » dans les archives coloniales date de 1893²² ; il est recensé dès 1898 dans le cercle de Bougouni²³ et l'a été pendant toute la période coloniale pour le Soudan français. Les habitants de Siradjouba ont donné beaucoup de fil à retordre aux autorités françaises par des « jeux » incessants avec la limite coloniale. Des exodes massifs des habitants vers Limbana ont lieu en 1927 puis en 1936 (600 personnes) afin d'échapper aux réquisitions et à l'impôt, nécessitant interventions et conventions entre les deux administrations²⁴. Des litiges fonciers y ont éclaté, en juillet 1938 en particulier avec des exactions d'habitants de Limbana à Siradjouba.

Le fonds Yves Person, archivé à la Bibliothèque de Recherches Africaines, contient les notes de l'historien pour sa thèse et les comptes rendus de ses enquêtes orales dans le Wassoulou, retraçant les historiques des lignages de

22. ANS 1G 174, renseignements sur la rive droite du Niger.

23. ANS 15G 171, état des villages recensés depuis le commencement de l'hivernage 1899.

24. ANM FR 1^E10, exodes de 1927. ANM FR 2^E 67, conventions de 1939.

la région²⁵. Selon les récits recueillis, le Djalou Foula a été formé au ^{xviii}^e siècle par les migrations des lignages peul des deux fils cadets de Yalla Sidibé, Setikele et Malaly. Le premier fut à l'origine du village de Komissana dont Siradjouba fut un hameau de culture, devenu autonome lors de l'occupation française. La fondation de Limbana remonterait à 1905 et au repeuplement de la région, sa population, également issue de Komissana, était réfugiée à Siguiri, et fut autorisée par l'administrateur à rejoindre le Wassoulou, à condition de ne pas passer le Sankarani ; elle a ainsi fondé un nouveau village rive gauche. Dalakana est mentionné comme fondé vers 1900, mais par des gens du Diétoulou, le long du Sankarani. Kabaya est un des deux seuls villages du Djalou Foula fondé par un autre lignage peul, celui des Diakité, originaire du canton soudanais voisin, celui du Gouandiaka.

Les clivages contemporains paraissent prolonger des divisions de la période samorienne. Les travaux de Yves Person confirmés par ceux de Brian J. Peterson évoquent les divisions du Djalou Foula entre d'un côté ses villages occidentaux, ralliés précocement à Samori et de l'autre, sa partie orientale et le Diétoulou, cristallisant les résistances à Samori, avec une armée concentrée à Kabaya. Komissana et ses pirogues furent la base des troupes de Samori dans la répression des révoltes du Wassoulou et la bataille du Diaban, soumettant toute la région (Person 1968 : 391 ; Peterson 2008). Il est envisageable que la mémoire de ces divisions reste vivace dans les conflits à l'œuvre. La position guinéenne faisant de Siradjouba une extension de Limbana et non l'inverse pose ainsi la question de la primauté historique, donc du lien de dépendance créé par l'antériorité. Deux récits historiques s'affrontent et exacerbent les sentiments d'appartenance, l'identité culturelle commune semble s'estomper alors derrière les identités nationales.

Dans le même ordre d'idée, les procédures de médiation mises en place suite aux conflits contemporains font appel aux différentes traditions des territoires concernés : religieux et doyens des villages frontaliers, responsables des chasseurs, griots sont associés régulièrement aux conférences. Les autorités de Siradjouba semblent davantage capables de mobiliser ces « structures traditionnelles » à leur profit, les instrumentalisant au service de leurs revendications. En 2002 fut organisé un conseil des sages du Wassoulou, comprenant de nombreuses personnalités de la région. Ses membres effectuèrent une tournée de deux mois dans les zones en conflit, pour enfin organiser une assemblée souveraine des villages, réunissant plus de 4000 personnes et les représentants de 59 villages, le 4 juin à Siradjouba. L'assemblée conclut à un consensus et attribua la propriété traditionnelle du domaine

25. Fonds Y. Person, BRA, 6 YP 1C1H3 Siguiri Est, boîte 23 et 6-YP-1C2E, boîte 25 Cercle de Yanfolila, 1962, Notes manuscrites et tapuscrites sur les villages du Dyalô Fula : récit des guerres de Samory et résistances.

litigieux à Siradjouba²⁶. Un rapport daté de 2006 du préfet de Mandiana au ministre de l'Intérieur guinéen met en cause la légitimité de cette assemblée ; il dénonce les agissements du maire de Siradjouba, qui, fort de la décision de la conférence du Wassoulou « fait déguerpier les Guinéens de Dalakan » ; il accuse aussi Moussa Sidibé, président du bureau exécutif et porte-parole du conseil des sages organisé en 2002 et malien de Conakry, d'être le principal instigateur des litiges²⁷. Cela amène à relativiser la notion de marge, la marginalité spatiale n'induit pas la marginalité politique. Le Wassoulou constitue une périphérie, très distante de Bamako, difficile d'accès ; la pauvreté reste une de ses caractéristiques, pourtant, cet enclavement géographique et économique n'a pas toujours été. Les réseaux marchands et l'or du Wassoulou ont joué un rôle déterminant dans la construction étatique de Samori au xix^e siècle, au cœur des échanges commerciaux entre le Sahara et l'Afrique forestière. Ce n'est qu'à l'époque coloniale qu'il a perdu sa centralité au profit des régions côtières. Siradjouba demeure capable de mobiliser de larges réseaux transfrontaliers, politiques ou culturels et ce, sur le temps long. Déjà en 1939, la famille Sidibé de Limbana avait été capable d'annuler une condamnation du Tribunal de Bougouni, confirmée à Bamako en obtenant l'annulation du jugement en cours d'appel de l'AOF à Dakar, les frais de justice étant réglés par une large souscription dans le Wassoulou²⁸. À l'heure actuelle, le cadre traditionnel reste vecteur d'influence ; instrumentalisé et réinventé, il démontre la capacité du village à mobiliser des identités labiles, tantôt nationales, tantôt traditionnelles, en fonction de ses intérêts.

La politique nationale des frontières du Mali

L'échec des concertations de 1996 avec la Guinée a, parmi d'autres facteurs, pu enclencher par réaction une politique plus volontariste du Mali en termes de gestion des frontières. La République du Mali met alors en place une politique originale et motrice des frontières autour du concept de « pays-frontières »²⁹, impulsé par le Président Alpha Omar Konaré. La Direction Nationale des Frontières est créée en 1999 ; cette structure a pour objectif de clarifier le tracé des frontières avec les pays voisins et de favoriser l'intégration des communautés vivant dans les zones frontalières. La volonté de matérialisation des frontières a débouché sur la signature de conventions et de traités

26. Rapport de mission pour le conflit opposant Dalakan à Siradjouba, conseil des sages du Wassoulou, Conakry le 15 juin 2002, (Keita, A.C. 2009 : 73-80).

27. Lettre du préfet de Mandiana au ministre de l'administration du territoire et de la décentralisation, 21 juin 2006, (Keita, A.C. 2009 : 89).

28. Archives DNF, carton 1, dossier Limbana-Siradiouba, incident de 1938.

29. Je mobilise ici des matériaux d'une brochure rédigée en août 2000, régulièrement actualisée par la DNF, *Politique nationale des frontières*.

avec certains voisins (Mauritanie, Algérie, Burkina Faso), mais seuls deux segments ont fait l'objet de bornage (Algérie et Burkina Faso).

Le concept de « pays-frontières », défini comme un « espace réel d'intégration » est porté par le Mali au niveau de la CEDEAO et de l'Union Africaine. L'Ambassadeur Aguibou S. Diarra, Directeur de la DNF jusqu'en 2007, est devenu Chef du Programme Frontière de l'Union Africaine (PFUA), adopté en 2007, chargé de favoriser la délimitation et la démarcation des frontières africaines et de promouvoir des formes de coopération transfrontalière, favorables à l'intégration dans la mondialisation. Ce programme vise à faire en sorte que la totalité des frontières terrestres du continent soient démarquées d'ici à 2017, délai fixé lors de la 17^e Session ordinaire de l'Assemblée de l'Union Africaine de 2011. Ce programme propose aux États engagés des outils, des techniques et des conseils juridiques, des experts et des fonds avec le soutien de la coopération germanique via la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ). Le rôle pilote du Mali repose en partie sur l'exemplarité de l'expérience politique et juridique menée conjointement avec le Burkina Faso³⁰.

Le processus de matérialisation de la frontière Mali/Guinée est sûrement l'un des plus en retard. La 1^{re} session de la commission Technique Mixte de Matérialisation de la frontière s'est tenue à Bamako en septembre 1994, elle demeure aujourd'hui au stade de recherche et d'exploitation de documents cartographiques et juridiques, devant servir de base à la délimitation³¹. Plusieurs facteurs expliquent la lenteur du processus. Le flou de l'héritage colonial est un obstacle au travail de matérialisation de la frontière. Les difficultés économiques, sociales et politiques des deux États sont ensuite un frein à la démarcation, les États qui se préoccupent de leurs frontières sont aussi ceux qui en possèdent les moyens financiers. L'aide financière internationale apportée aux différents programmes constitue également une ressource à préserver et est concentrée sur les espaces les plus problématiques.

Localement, une présence militaire malienne est devenue pérenne depuis 2006 avec un bataillon de militaires installé dans les locaux de l'école de Siradjouba³². Des dispositifs de surveillance sont mis en place avec les autorités guinéennes, patrouilles mixtes le long de la frontière, fiches mensuelles de

30. La Cour Internationale de Justice de la Haye a rendu en 1986 un arbitrage entre les deux États, suite à deux conflits frontaliers en 1974 et 1985. Cet arrêt a servi de base à un traité entre les deux pays, portant sur la matérialisation et l'abornement de la frontière, préalable à une coopération transfrontalière modèle.

31. Archives DNF, procès-verbal de la rencontre de la commission technique mixte de matérialisation de la frontière Mali-Guinée, Bamako du 22 au 25 janvier 2014.

32. Maliweb, article de *L'Essor* du 29 janvier 2008, S. Konaté, envoyé spécial, « Siradjouba, la fin de la guerre de 40 ans », <http://www.maliweb.net/category.php?NID=26645>, consulté le 9 avril 2017.

suivi des incidents. Les tentatives de mise en place de coopérations transfrontalières se heurtent cependant à la mauvaise volonté des populations. Les entretiens collectés témoignent à la fois d'un besoin de frontière, de sécurité mais aussi un refus de concertation avec leurs voisins³³. Une frontière mentale s'est substituée à la limite physique incertaine.

CONCLUSION

Cette « zone frontière sans frontières » (Panella 2012 :10) produit de nombreuses contradictions. Les États ont la volonté de la dépasser au profit d'une intégration régionale alors que les populations expriment un besoin de frontière, d'une délimitation plus précise afin de mettre un terme aux tensions entre villages, renvoyant aux réflexions de Daniel Nordman sur la frontière comme marque extrême en laquelle s'accumulent les formes les plus vives de la sensibilité politique ou nationale (Nordman 1998 : 511). La dimension pacifiée du discours malien sur ses frontières entre en contradiction avec la dimension violente de la frontière vécue.

Ces litiges aux marges des deux États démontrent aussi que l'encadrement politique des processus sociaux et économiques demeure faible, ne procède que par réaction face à des événements violents. Les logiques de gouvernance impulsées d'en haut « ne passent pas en bas », signe de la différence entre les fonctions assignées à la frontière à l'échelon national et celles à l'échelle locale. Le village de Siradjouba constitue une marge, lesquelles « ont des effets grossissants sur les processus » (Bensaâd 2011 : 26). Il rappelle dès 2007 à l'État malien la nécessité de contrôler ses confins, les zones les plus éloignées de son territoire, et interroge sur la marginalisation de l'État-Nation dans la globalisation. Cette marge, proposant en quelque sorte une géographie du pays en négatif, a par ses dysfonctionnements récurrents permis des analyses et des expérimentations politiques, justifiant l'expression de laboratoire. Les difficultés rencontrées par les tentatives de médiation témoignent cependant du processus de fragmentation territoriale du Mali ; des logiques spatiales divergentes se développent, une tension sans cesse accrue entre le noyau central et les espaces locaux qui met à mal une unité

33. Entretien du 22 octobre 2015 avec Demba Sidibé, directeur de l'école de Siradjouba, né en 1949 : « j'ai la frousse d'aller chez eux. Quand tu as été victime d'une agression, tu es dans un lieu, quel que soit la fin du litige, tu n'as jamais confiance, voilà ; c'est pourquoi je me retiens de traverser et d'aller collaborer avec eux. Puisque pour nous, nous sommes des Maliens ici, nous ne sommes pas des Guinéens. S'ils ont besoin de nous, ils peuvent nous dire nous avons besoin de ça, mais venir nous retirer nos biens, obligatoirement, là non, on ne pourra pas accepter. S'il y a délimitation des frontières, c'est bon, chacun saura où il est et qui il est, et où il doit aller. »

nationale fragile, révélée par la crise de 2012-2013. Le Mali a entrepris en 2016 une relecture et une révision de sa politique nationale des frontières, soutenue par la MINUSMA³⁴, la sécurité et la sauvegarde de la souveraineté nationale y sont désormais inscrites en tant que priorité. La lutte contre le terrorisme est prioritaire et passe par le renforcement de la présence de l'État à travers le resserrement du maillage sécuritaire, l'augmentation de ses capacités d'action. Si les initiatives concernent d'abord les régions de Mopti et Gao, au contact avec le Niger et le Burkina Faso, Siradjouba constitue un observatoire politique pertinent par la profondeur historique des phénomènes qu'il focalise.

BIBLIOGRAPHIE

- Amselle J.-L., 1987, « L'ethnicité comme volonté et comme représentation : à propos des Peul du Wasolon », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 42^e année, n° 2, p. 465-489.
- Appadurai A., 2009, *Géographie de la colère : La violence à l'âge de la globalisation*, Paris, Payot.
- Baudais V., 2016, *Les trajectoires de l'État au Mali*, Paris, L'Harmattan.
- Benmessaoud T. A., 1989, *Intangibilité des frontières coloniales et espace étatique en Afrique*, Paris, L.G.D.J.
- Bennafla K., 2012, *Pour une géographie des bordures à l'heure globale : frontières et espaces d'activités « informelles »*, mémoire pour l'obtention à diriger des recherches, université Paris Ouest Nanterre La Défense.
- Bensaâd A., 2011, « Aux marges du Maghreb, des tribus mondialisées », *Méditerranée*, n° 116, p. 25-34.
- Béringue Y., 2013, *Guinée et Soudan français, frontière intra-impériale incertaine ? 1878-1915*, mémoire de master 2, sous la direction de P. Boilley, Paris, Université Paris-1.
- Camara S.D., Kaba K., 2009, *Histoire des problèmes frontaliers entre le Mali et la Guinée dans la Préfecture de Mandiana*, mémoire de maîtrise, Université GLC-Sonfonnia, Conakry.
- Foucher M., 1988, *Fronts et frontières : un tour du monde géopolitique*, Paris, Fayard.
- Giraut F., Rochefort M., 2006, « Discussion la marginalité socio-spatiale à déconstruire dans le contexte des villes du sud ? », *Revue Tiers Monde*, n° 185, p. 14-16.
- Grätz T., 2004, « Les frontières de l'orpaillage en Afrique occidentale », *Autrepart*, n° 30, p. 135-150.
- Keita A.C., 2009, *Mémo sur les conflits domaniaux et miniers entre les populations frontalières de la préfecture de Mandiana (Guinée) et celles du cercle de Yanfolila (Mali) de 1969 à 2009*, Mandiana.

34. MINUSMA, <https://minusma.unmissions.org/une-politique-nationale-des-frontieres-revisee-pour-permettre-au-mali-de-stabiliser-ses-espaces>, consulté le 15/04/2017.

- Lima S., 2013, « Un État faible, des territoires en devenir », in Gonin P., Kotlok-Piot N., Pérouse M. M.-A., *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire, p. 93-111.
- Panella C., 2012, « Introduction to Special Issue: Central Peripheries and Sliding Contexts: Absence and Marginality as Spaces of Emergence », *Africa Today*, vol 58, n° 3, p. 5-16.
- Person Y., 1968, *Samori, une révolution dyula*, Dakar, IFAN.
- Peterson B., 2008, "History, memory and the legacy of Samori in southern Mali, c. 1880-1898", *The Journal of African History*, vol. 49, n° 2, pp. 261-279.
- Prost B., 2004, « Marge et dynamique territoriale », *Géocarrefour*, vol 79, n° 2, p. 175-182.
- Nordman D., 1998, *Frontières de France : de l'espace au territoire*, Paris, Gallimard.
- Raffestin C., 2016, *Géographie buissonnière*, Genève, Chollier.
- Sahlins P., 1989, *Boundaries. The Making of France and Spain in the Pyrénées*, Berkeley, University of California Press.
- Simonis F., 2013, « Récit national et recours au passé : à chacun son Mali », in Gonin P., Kotlok-Piot N., Pérouse de Montclos M.-A., *La tragédie malienne*, Paris, Vendémiaire, p. 183-199.
- Traoré A. S., 2006, *Le Mali et la Guinée : deux poumons d'un même corps*, Bamako, La Ruche à Livres.